



21 novembre 2023

### DÉCLARATION COMMUNE

## **Les combustibles fossiles sont à l'origine de la crise de l'abordabilité : une politique climatique intelligente est la solution**

En tant qu'organisations de la société civile œuvrant pour la protection de l'environnement, la santé publique, la justice climatique et l'équité, nous tirons la sonnette d'alarme face aux récentes attaques contre le système canadien de tarification du carbone – pierre angulaire de la politique climatique. Partout au Canada, les gens ont du mal à payer leurs factures. Nous le comprenons, nous ressentons nous aussi les effets de la crise. Les gouvernements doivent aider les familles qui ont de la difficulté à seulement chauffer leur maison.

**Mais la question de l'abordabilité, ou de l'accessibilité financière, ne doit pas être traitée au détriment de l'engagement du Canada en faveur de l'action climatique. En fait, ces deux défis peuvent et doivent être relevés ensemble.**

Les opposant.e.s à l'action climatique diffusent des informations erronées et de la désinformation pour faire de la tarification du carbone un bouc émissaire, dans le but de préserver les combustibles fossiles. Mais soyons clair.e.s et logiques : **la tarification du carbone n'est pas à l'origine des problèmes d'abordabilité<sup>1</sup>**. Les facteurs géopolitiques mondiaux et les profits réalisés par les sociétés pétrolières et gazières sont les principaux responsables de la flambée des prix des combustibles fossiles, qui a également entraîné l'inflation. Une solution essentielle consiste à aider les ménages à s'éloigner des combustibles fossiles.

L'affaiblissement ou le démantèlement de la tarification du carbone est une approche à courte vue, irresponsable et inefficace pour résoudre les problèmes d'accessibilité à l'énergie des ménages.

---

<sup>1</sup> Par exemple, de 2020 à octobre 2023, le coût du mazout de chauffage a augmenté de 75 cents par litre. Sur cette augmentation, 12 cents seulement proviennent de la tarification du carbone.

La tarification du carbone est plutôt un moyen efficace de réduire les émissions et, dans la plupart des cas, de mettre plus d'argent dans les poches des gens grâce à des rabais (dans les provinces où le filet de sécurité fédéral s'applique).

Dans la dernière année, le Canada a été confronté à une saison d'incendies de forêt sans précédent, à des communautés évacuées et couvertes de fumée, au réchauffement des océans sur les trois côtes, à des sécheresses et à des inondations.

Si nous ne parvenons pas à réduire les émissions de gaz à effet de serre, ces phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques s'intensifieront et deviendront plus fréquents, ce qui augmentera les risques et les coûts pour les communautés, les personnes et les entreprises au Canada et dans le monde entier. Les professionnel.le.s de la santé avertissent que les changements climatiques sont une urgence sanitaire qui coûte déjà des vies et raccourcit l'espérance de vie, entraînant des conséquences néfastes pour la santé et la santé mentale. **Nous ne pouvons pas nous permettre de retarder le passage à des solutions à faibles émissions de carbone et à haut rendement énergétique qui créeront de nouveaux emplois et amélioreront la situation des ménages, des communautés et les résultats en matière de santé.** En tant que grand producteur de pétrole et de gaz, le Canada a la responsabilité mondiale de ne pas retarder l'action climatique. Le Canada a l'**opportunité** de mener la transition vers les énergies renouvelables, au bénéfice de nos travailleur.euse.s, de nos familles et de nos communautés.

Le récent audit du commissaire à l'environnement et au développement durable a révélé que l'ensemble des politiques du plan de réduction des émissions du Canada constituait une base solide, mais que des **mesures supplémentaires - et non moindres - sont nécessaires** pour atteindre nos objectifs climatiques, en donnant la priorité aux secteurs à fortes émissions (dont le plus important est le secteur du pétrole et du gaz qui représente 28 % de nos émissions nationales, sans compter les émissions en aval lorsque les combustibles sont brûlés).

Le recul de l'action climatique et les exemptions ad hoc créent une incertitude qui nuit à l'innovation et aux investissements dans l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'électrification. Nous appelons les élu.e.s de tous les niveaux de gouvernement à travailler ensemble de manière constructive pour répondre à l'urgence climatique et aux défis de l'abordabilité en tandem, en mettant l'accent sur des solutions mutuellement bénéfiques. Pour ce faire, il faut:

1. Soutenir les familles à faible revenu qui luttent contre les coûts de l'énergie grâce à des **thermopompes gratuites et des rénovations clés en main**, et faciliter l'accès abordable à l'efficacité énergétique, aux thermopompes et à l'électrification des maisons pour tous les ménages.
2. **Rejeter tout nouveau recul des réglementations environnementales** et s'appuyer plutôt sur les progrès existants pour accélérer la décarbonisation et faire progresser la justice

climatique, conformément au principe d'amélioration continue et au **programme d'accélération de l'action climatique des Nations unies**.

3. Maintenir un **prix de la pollution cohérent et applicable à l'ensemble de l'économie**, sans échappatoire ni exemption supplémentaire, et veiller à ce que les grands émetteurs paient leur juste part pour faire baisser les émissions de l'industrie. La tarification du carbone est un outil rentable qui complète d'autres mesures visant à stimuler les investissements nécessaires à la réduction des émissions.
4. **Contre la diffusion d'informations erronées et la politisation de la politique climatique**, et sensibiliser les Canadien.ne.s à l'urgence de l'action climatique, ainsi qu'aux possibilités et aux avantages de l'économie à zéro émission en pleine croissance.
5. **Comblent les lacunes en matière de réduction des émissions identifiées par le commissaire à l'environnement du Canada**, en donnant la priorité aux secteurs les plus polluants et en accélérant la mise en œuvre des réglementations et des programmes relatifs au climat.
6. Mettre en place une **taxe sur les bénéfices exceptionnels de l'industrie des combustibles fossiles**, afin de contribuer au financement des solutions climatiques et de les rendre plus abordables.

*Déclaration émise par les organisations suivantes :*

L'Association canadienne du droit de l'environnement  
L'Association canadienne des médecins pour l'environnement  
Conseil de conservation du Nouveau-Brunswick  
Ecojustice  
Ecology Action Centre  
Environmental Defence  
Équiterre  
Fondation David Suzuki  
Fondation Sierra Club Canada  
Greenpeace Canada  
Jeûne pour le climat  
Nature Canada  
Réseau Action Climat Canada  
Stand.Earth  
West Coast Environmental Law  
Wildsight